

Pourquoi se focaliser sur la dette publique ? Quel modèle économique pour le Service Public ?



Le Cercle Progressiste Carnussien a invité **Alain BEITONE**, professeur de sciences économiques et auteur de nombreux ouvrages, au Clos Blancheton à Carnoux, pour une

conférence débat traitant de « la dette publique et du modèle économique pour les services publics ».

Le mot « dette » provoque des réactions souvent vives, auprès d'un public pas toujours bien informé par les médias, ou influencé par les leaders de partis politiques et les responsables gouvernementaux qui tentent de justifier leurs orientations concernant la dépense publique à des fins peu en rapport avec l'intérêt général.



C'est donc en pédagogue que le conférencier définit les termes de : déficit public, dette privée et dette publique, taux d'intérêt ainsi que le contexte

économique, social et financier international qui a influé, durant les dernières décennies, sur la capacité de notre pays à rembourser notre dette, Alain Beitone rappelle que la dette publique n'en représente qu'une partie, surtout depuis la crise des *subprime* de 2007 aux US et il pointe les difficultés à harmoniser les politiques économiques au sein de l'union Européenne.

Afin d'éclairer l'auditoire notamment sur les relations entre dette et produit intérieur brut (PIB) souvent évoqués dans les médias et les taux réels des emprunts d'État, A Beitone insiste sur le fait que la dette publique n'est pas la dette privée et qu'elle suit un flux quotidien d'emprunts et de remboursements, par l'État français, ce qui permet à chaque emprunt d'être remboursé en moyenne en 7 ans.

L'État possède la maîtrise de ce mécanisme dans le temps, sous condition de gestion équilibrée permettant de s'endetter pour acquérir des actifs et procéder à une redistribution sociale, résultat d'engagements politiques.

Il faut noter que l'administration centrale de l'État n'est pas soumise à un équilibre budgétaire alors que les collectivités locales le sont, impliquant pour elles des problèmes de ressources et de prélèvements. La dette publique et la croissance sont liées, les dépenses d'infrastructures de l'Etat ont un impact sur l'activité industrielle et les offres créatrices d'activités. Notons aussi qu'en dessous d'un taux de 1,5 % de croissance, le nombre des emplois ne croît pas.

La seconde partie de l'exposé relative aux services publics a débuté par un rappel des principes qui le fondent : **la continuité** (réponse régulière et continue à un besoin social), **l'égalité** (pour les usagers et neutralité des personnels à leur égard), et **la mutabilité** (adaptation des prestations aux besoins, en qualité et en quantité).

C'est le point clé de l'avenir et de la manière de gérer les services publics. Si l'on reconnaît la nature spécifique des objectifs des services publics pour certaines activités sociales, alors ils doivent être gérés d'une manière particulière et échapper à une logique marchande. Il s'agit bien d'un choix politique qui peut découler soit d'un intérêt stratégique commun, soit d'une nécessité de solidarité et d'équité.

L'avenir des services publics et leurs financements, reposent donc sur le consentement des citoyens et des responsables politiques, tous devant assumer les conséquences de choix politiques stratégiques :

- consentement à en payer le coût (cotisations, prélèvements).
- volonté de réduire les inégalités par l'obligation de fourniture à un coût minimum, d'un service d'intérêt général n'ayant pas comme but d'être régi par la loi du profit.

C'est enfin au cours de l'apéritif traditionnel, offert par le Cercle, que le public a pu continuer d'interpeller notre invité sur ce sujet d'actualité crucial pour notre pays.

C. Marcarelli

Retrouvez les comptes-rendus de nos conférences sur <http://carnouxprogres.wordpress.com>

Pour compléter votre information sur les enjeux des élections européennes de 2019, nous vous invitons à découvrir l'article du 29 octobre 2018 intitulé « Quels enjeux pour l'Europe ? » sur <http://carnouxprogres.wordpress.com>

Pourquoi adhérer ? Pour au moins une bonne raison

Plus nous sommes nombreux, plus nous avons de poids vis-à-vis de la mairie de Carnoux et des élus locaux, aux côtés d'autres associations citoyennes, pour défendre nos idées

Nom : Prénom :

Adresse :

Tél. : E-mail :

Signature :

Recopiez ou découpez ce bulletin et envoyez-le à l'adresse ci-contre, avec un chèque de 20 euros à l'ordre du Cercle Progressiste Carnussien.

Les statuts de l'association vous seront adressés sur simple demande.

Votre aide financière est essentielle pour éditer notre journal, organiser nos conférences et réaliser nos actions. Les dons sont possibles.

Le Cercle Progressiste Carnussien
24 rue Joliot-Curie
13 470 CARNOUX en PROVENCE

<http://carnouxprogres.wordpress.com>

N° ISSN 2263-648X
Directeur de la publication : Michel Motré
Imprimerie : Illicopress

LE JOURNAL DU

POUR CHANGER LE MONDE, IL FAUT LE PENSER AUTREMENT

N° 37 – Novembre 2018



L'Europe est-elle mal partie ?

En 1962, à la fin du processus de décolonisation, René Dumont publiait son fameux livre *L'Afrique noire est mal partie*, clairvoyant sur les faiblesses structurelles, économiques, sociales et politiques et le danger d'enlèvement de tout un continent. Dans un certain sens, la même question se pose, concernant aujourd'hui l'Europe, minée par sa faible croissance, son impuissance politique et son absence de solidarité.

Alors, est-il encore possible de réanimer l'Union Européenne ? Faut-il changer les règles européennes ? Dissoudre l'UE ? Sans doute ne peut-on pas continuer éternellement dans la béatitude, voire la naïveté et sans tenir compte de la réalité concrète. Les élections européennes de mai 2019 ne se dérouleront pas du tout dans le même contexte que celles de 2014.

Il y a d'abord le **constat d'une croissance économique au point mort**. Si le produit intérieur brut (PIB) de l'Europe reste en légère progression (2 à 3 % par an), cela ne peut masquer qu'en 10 ans il a dégringolé de 30 % à 22 % du PIB mondial, alors que les Etats-Unis n'ont perdu que 3 % et que celui de l'Asie a triplé. La financiarisation excessive a entraîné une **baisse globale des investissements** à l'échelle européenne, passant de 22,4 % du PIB européen à 20,1 % en dix ans.

Certes les investissements étrangers en Europe (surtout américains et chinois) ont augmenté d'un facteur 2 durant la même période, mais combien de Péchiney, Arcelor, Lucent, Lafarge, Chantiers de l'Atlantique, Alstom ont ainsi été perdus ? Cependant, au-delà des mécanismes spéculatifs, **c'est l'austérité budgétaire idéologique qui a porté les plus forts dommages à l'économie**. D'abord parce que c'est précisément en période de crise qu'il faut investir et que la relance publique est la plus efficace. Où sont les projets de grandes infrastructures ? Où sont les faramineux budgets de relance annoncés par la commission européenne ? Mais aussi parce que l'austérité a fait stagner le pouvoir d'achat des européens, quand il n'a pas drastiquement baissé (Grèce).

Pas de pouvoir d'achat, une consommation en berne et la fermeture

De quelques usines de plus qui se rajoutent à celles de la délocalisation vers des salaires au plus bas.



© Salles, in <http://www.frigo-racing.com/2018/03/ue>

Il y a ensuite le **constat d'une démocratie européenne à la peine**, qui a méprisé et contourné les votes populaires exprimés contre les traités. Non seulement la Commission Européenne et les États sont contestés dans leur fonctionnement démocratique, mais leur politique entraîne l'arrivée au gouvernement de partis populistes d'extrême droite dans de nombreux pays (Pologne, Hongrie, Italie, Autriche, Finlande, Tchèque, Slovaquie, Bulgarie) qui menacent l'existence même de l'Union Européenne.

Il y a enfin, ce **constat d'une solidarité au rabais**. Depuis 10 ans, les inégalités ont globalement augmenté en Europe. **Pas de solidarité financière** : on laisse la Grèce s'enfoncer avec des taux d'intérêt usuraires imposés par des banques européennes. **Pas de solidarité fiscale** : sur ce point, c'est l'Europe de la loi de la jungle, de l'absence de transparence, de la défiscalisation des plus riches, des paradis fiscaux en son sein même. **Pas de solidarité sociale** : on joue sur les bas salaires et des conditions de travail pour délocaliser ou réduire les acquis sociaux. **Pas de solidarité entre les États** : en matière d'immigration, mais aussi en offrant des contrats militaires mirobolants aux Etats-Unis (Pologne, Belgique, Royaume-Uni) au détriment des industriels européens. Sur le plan de la solidarité, l'Europe, c'est avant tout le chacun pour soi ! Comme le dit une tribune récente d'universitaires publiée dans la presse, « *la seule solidarité qui semble fonctionner efficacement en Europe est celle qui a*

permis de sauver, sans le réformer sérieusement, un système bancaire en faillite en inondant de liquidités, en transférant ses pertes sur les contribuables européens et en plongeant des pays entiers dans la misère. » Est-ce cela notre idéal ?

En fait, la désaffection croissante pour l'Union Européenne est le divorce entre les valeurs dont elle se réclame et les politiques qu'elle conduit. **Nous sommes loin des idéaux de prospérité, de démocratie et de solidarité...** Et il faut arrêter de réduire le nécessaire débat à une vision caricaturale. D'un côté les pro-européens pour lesquels tout irait bien dans le meilleur des mondes (libéral) où il suffirait de continuer par des améliorations prudentes, constantes et limitées. D'un autre, dans un immense amalgame, toutes les critiques, nationalistes ou pas, populistes ou pas, anti-européennes ou pas, démagogues ou pas, démocrates ou pas.



<https://pxhere.com/fr>

La vérité est que, **si l'Europe veut survivre, elle doit profondément changer**. L'Europe a été victime d'une illusion néolibérale, sans projet pour les citoyens, sans solidarité. Les traités successifs ont institué non seulement cette impuissance, mais ont entraîné inégalités territoriales, frustrations et colères. L'Europe ne pourra continuer sans une remise à plat démocratique des traités existants. Quelle démocratie ? Quelles politiques budgétaires au service du développement économique et social ? Quels projets européens en matière environnementale et énergétique ? Quelles politiques de convergence fiscale et sociale ? Quels partenariats avec la Méditerranée et avec l'Afrique ? Quelle indépendance vis-à-vis des Etats-Unis ?

C'est grâce à cet **effort démocratique inédit**, non complaisant vis-à-vis de l'injustice et de l'inefficacité du néolibéralisme actuel, que l'Europe pourra trouver sa voie.

J. Boulesteix

Ces « petits comptables » qui ne savent pas compter!

Chaque année, on les entend pleurnicher lors de la préparation du budget de l'État.

Tous ces « petits comptables » qui dirigent la France et l'Europe entonnent la ritournelle intitulée « matrice idéologique de la politique européenne » :

- abandon de toute politique publique,
- priorité à la baisse des déficits (les 3 % ne suffisent plus, il faut viser 0 %),
- priorité au désendettement,
- priorité à l'austérité, même si elle entraîne stagnation économique, destruction industrielle et chômage de masse,
- refus de l'idée même d'investissement public à long terme.

Pourtant, cet investissement public à long terme est impérieux en ce qui concerne la transition énergétique.

D'après l'OCDE, si on ne fait rien d'ici 2050, les dommages seraient de l'ordre de 150 milliards d'euros par an. Retarder à 2020 le début des investissements accroîtrait de 50 % le coût des dommages en 2050.

Mais nos « petits comptables » continuent à pleurnicher sur l'affreuse dette que nous allons laisser aux générations futures plutôt que de mettre réellement à contribution les plus riches et à inciter les entreprises à investir plutôt que de rémunérer autant leurs dirigeants et actionnaires.

En 2050, lorsque le réchauffement ira au-delà des 3 °C entraînant des impacts dévastateurs et des coûts exponentiels pour survivre, ces nouvelles générations se diront : « vraiment, ces *petits comptables* qui ne savaient pas compter en 2019 étaient des gros nuls !!! »...

A. Boulesteix



Question d'actualité :

Enquête de satisfaction ? En quête de gratification ...

Il est devenu courant de recevoir, après un achat ou l'intervention d'un réparateur, un courriel qui sollicite votre avis sur le produit acquis ou sur le service.

Voyons comment cela fonctionne à partir de quelques exemples locaux récents.

Vous achetez un livre dans le magasin CULTURA d'Aubagne et, si vous avez une carte de fidélité, vous recevez dans les jours qui suivent une enquête qui porte sur la satisfaction du produit acquis et du service : *Correspond-t-il à votre envie ? Avez-vous été bien reçu ? Avez-vous trouvé facilement cet ouvrage ? Avez-vous fait appel à un conseiller ? ...* Même démarche pour NORAUTO, AUCHAN, DECATHLON, enseignes du groupe Mulliez.



Si votre box internet Orange est en panne, vous appelez le service client. Un conseiller effectue des tests sur votre ligne téléphonique, puis si besoin, vous oriente vers la boutique Orange du centre commercial d'Aubagne, non sans avoir au préalable précisé qu'il serait nécessaire pour lui que vous donniez une évaluation (positive) de sa gestion de votre problème.

Comme nous le constatons, cette démarche est de plus en plus fréquente et elle s'étend au domaine de la santé comme en témoignent les deux exemples qui suivent.

En effet, l'évaluation des services de santé par les patients ou ayants droits est une pratique nouvelle en France alors qu'elle est largement installée dans d'autres pays, ici aux Etats Unis, en Californie.



Cet hôpital de Californie est accrédité par l'Institut pour la qualité médicale (I.M.Q. Institute for Medical Quality). Avant tout examen ou intervention vous pouvez, via son site, consulter les qualifications des équipes médicales et leurs résultats puis, en fonction de ces derniers, choisir le médecin que vous souhaitez consulter. L'hôpital affiche notamment pour des interventions sur les coronaires des performances excellentes.



Au terme de votre consultation ou du séjour, vous êtes invité à renseigner un questionnaire portant appréciation sur le parking, l'accueil, l'enregistrement, le ou les médecins avec en particulier la qualité de l'écoute, les retards... et sur les infirmier(e)s.

Si vous souffrez des dents et vous adressez à un cabinet dentaire, après la consultation et l'intervention, on vous demande votre avis sur le déroulement des actes, leur qualité et la communication.

Que retenir de ces exemples ?

L'évaluation est une composante de la démarche de qualité qui vise à mesurer des écarts de performance afin d'augmenter cette dernière.

Associer les utilisateurs au bon fonctionnement d'un service manifeste le souci de mieux les satisfaire. On peut ici parler de démarche participative. Et puis associer, c'est fidéliser, objectif majeur dans un cadre concurrentiel !

Mais les usagers sont-ils tous à même de porter des avis éclairés sur des prestations de spécialistes, en dépassant le simple niveau du ressenti

Ces enquêtes de satisfaction, au-delà du fonctionnement des services, concernent aussi les personnels.

Ce que l'on ignore souvent, c'est qu'une appréciation positive peut être déterminante pour l'octroi d'un CDI, d'une prime ou de bonus importants comme pour les personnels de santé aux USA. On imagine alors l'impact d'une appréciation négative sur la carrière et/ou les revenus des personnes.

Mesure-t-on alors tous les enjeux lorsque nous renseignons, ou pas, une enquête de satisfaction ?

La question est d'importance !

Pour conclure, reprenons le titre d'un des recueils de chroniques de Philippe Meyer*, « **Nous vivons une époque moderne** », celle du libéralisme triomphant !

*Éd. Le Seuil

M.M.

La maison du Bel Âge à Carnoux

« Avec les Maisons du Bel Âge, le Département réinvente le service public comme créateur de lien social ». C'est ainsi que le dépliant publicitaire définit des missions qui sont données à ces lieux de rencontres et de services divers, pour les plus de 60 ans ou les aidants.

Il y a déjà 6 mois que Martine Vassal a inauguré, la Maison du Bel Âge à Carnoux, la 3^{ème} du département après Longchamp à Marseille et Aubagne. Il devrait y en avoir 50 avant 2020, dans les Bouches du Rhône. La maison du Bel Âge à Carnoux comme les 5 autres (trois nouvelles à Marseille) est ouverte de 9h à 12h30 et de 13h30 à 16h45, du lundi au vendredi. Elle reçoit chaque jour le journal La Provence qu'on peut venir lire sur place en buvant un café et en parlant si on en a envie.

Trois personnels du département : deux agents et un coordinateur sont ainsi à la disposition des plus de 60 ans pour des conseils, des aides dans les déclarations diverses, en particulier celles qui demandent l'accès à Internet comme la déclaration d'impôts, les demandes de cartes d'identité, les démarches auprès de la Caisse d'allocation des retraités accident et travail... C'est aussi le lieu où on peut jouer à des jeux de société et bénéficier de séances de yoga.

Des sorties en bus sont programmées à la journée ou à la demi journée. D'autres activités sont aussi réalisées mais sans concurrence avec les associations locales.

Un contrat avec la Poste sera bientôt en expérimentation pour 3 mois renouvelables avec mise à la disposition des volontaires de tablettes « seniors » connectées, via le réseau du département, pour la liaison à leur banque, pour des mails, pour des jeux ou autres sites Internet. Ce serait le personnel de la Poste qui ferait la formation à l'usage de ces tablettes.



Par ailleurs, certaines maisons du Bel Âge, qui vont ouvrir dans des communes perdant leur Poste, disposeront d'un guichet réservé à des opérations postales, dépôt de colis, de courriers... tenu par un agent du Département, comme c'est déjà le cas à la maison de Longchamp à Marseille, pour faciliter l'accès des personnes âgées au guichet, plutôt que de faire la queue.

A Carnoux, un des grands problèmes des personnes qui fréquentent cette maison est le manque de transport public : un bus toutes les heures pour se rendre à Aubagne ou à Cassis, ce n'est pas

satisfaisant ! Pourrait-on imaginer une voiture électrique pour aider aux déplacements divers ? La question est posée.

Depuis l'ouverture de la Maison du Bel Âge à Carnoux, presque 400 personnes se sont inscrites et y ont profité d'un conseil ou autres. La décision de la création de ce lieu de convivialité n'a pas vraiment fait l'objet de concertation au niveau de la population et même au niveau municipal, ce qui a provoqué des interrogations autant à l'Entraide 13 qu'au CCAS ou au Pôle info seniors d'Aubagne. Il semble qu'aujourd'hui des partenariats s'établissent avec ces différents services ou associations pour travailler en bonne intelligence au bénéfice des « aînés », pour ne pas dire des « vieux »

C. T.

Hommages aux amis disparus

Depuis Juin 2018, notre association a été très affectée par la disparition de plusieurs de ses membres ou conjoints d'adhérents.

Marie-Jeanne BROMONT s'est éteinte le 9 juin dernier après avoir lutté contre la très grave maladie qui la frappait. Elle avait été, avec Jacques Boulesteix et quelques autres citoyens de Carnoux, une des initiatrices du Cercle Progressiste Carnussien au début des années 2000..



Marie-Jeanne Bromont lors d'une de nos dernières conférences

Avec un indéfectible enthousiasme, Marie-Jeanne BROMONT n'a jamais cessé de contribuer aux actions de notre association en manifestant un fort engagement étayé par des valeurs humanistes et sociales

Robert SAN NICOLAS, professeur honoraire au lycée Joliot-Curie d'Aubagne, a succombé en août après une longue maladie. Il était, avec son épouse Annie Monville, adhérente et pilier de Katulu ? club de lectrices du Cercle, un soutien de notre association.

Gérard BASTIT, époux de Suzanne Bastit qui contribue au rayonnement de Katulu ?, nous a récemment quittés.

Aux familles éprouvées de ces amis disparus, le Cercle Progressiste Carnussien adresse son entier soutien.

Michel Motré, Président du C.P.C.

Question d'architecture

Quel point commun existe-t-il entre ces deux édifices du centre-ville de Carnoux ?



L'agence marseillaise AT, Céline TEDDÉ et Jérôme APACK qui a conçu le projet d'extension/restructuration de l'Hôtel de Ville de Carnoux, a pris soin, pour sa meilleure intégration au contexte local, de revisiter certains éléments pré-existants du site afin de créer ce qu'il est convenu d'appeler une **familiarité** en langage architectural.

C'est ainsi que les baies supérieures du nouveau bâtiment de la Mairie font écho aux courbures de la toiture en béton de l'église.

De même, le kiosque de l'Office du Tourisme conjugue-t-il le volume cubique d'inspiration Nord-Africaine des premières constructions avec les toits plus provençaux à deux ou quatre pentes. A suivre....

M.M.

Retrouvez nos articles plus détaillés sur le blog collectif du Cercle : <http://carnouxprogres.wordpress.com> et sur la page Facebook du Cercle Progressiste Carnussien